

Études internationales



Kriegel, Annie. *Le système communiste mondial*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Perspectives internationales », 1984, 272 p.

Gilles Labelle

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701932ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701932ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, G. (1985). Compte rendu de [Kriegel, Annie. *Le système communiste mondial*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Perspectives internationales », 1984, 272 p.] *Études internationales*, 16(4), 880–882.
<https://doi.org/10.7202/701932ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

KRIEDEL, Annie. *Le système communiste mondial*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Perspectives internationales », 1984, 272 p.

À l'heure où certains parlent de crise ou de désagrégation du mouvement communiste international, Annie Kriegel soutient la thèse exactement inverse ici. L'idée fondamentale de l'auteur est relativement simple: les Partis-États socialistes, les partis communistes ne se trouvant pas au pouvoir et le « système des alliances » (principalement les mouvements de libération nationale ou pour la paix) constituent les trois compartiments d'un « système communiste mondial » (désormais: « s.c.m. ») qu'on doit considérer comme un acteur unique sur la scène internationale. Le s.c.m. est en fait un contre-système qui, animé par une logique de pure puissance et d'expansion, ne peut que tendre ultimement vers la domination mondiale. Kriegel nous dit que pareille problématique constitue un véritable « glissement de paradigme » (p. 8) permettant de décentrer les analyses du communisme mondial trop souvent axées sur l'URSS: car ce qui se trouve au fondement de la vitalité du s.c.m. n'est pas, comme on le figure trop souvent, l'État soviétique, mais le projet communiste lui-même.

L'analyse de l'auteur est divisée en trois parties. Après une introduction substantielle où elle annonce le « glissement de paradigme », la première partie subdivisée en trois chapitres traite de la logique du s.c.m., telle qu'elle se découvre dans les pays socialistes. Les quatre chapitres suivants forment une partie sur la logique du s.c.m. à l'oeuvre en Occident. Enfin, une troisième et dernière partie comportant deux chapitres traite d'un sous-système particulier du s.c.m., le mouvement pour la paix.

Comme l'explique Kriegel dans l'introduction et la première partie, à la base du s.c.m. se trouve le projet communiste. Il y a bel et bien un « vice de conception » (p. 51) propre à ce projet qui fait qu'il ne peut être réformé. Ce vice, c'est le Parti léniniste, marquant l'ambition des Lumières d'éclairer et de guider la société et le rêve socialiste d'une émancipation collective. Le Parti comme guide et agent de rassemblement ne peut faire autrement que de se poser comme « seul lieu de l'action historique » (p. 53), refoulant ou détruisant la société civile et l'État (qui disparaît comme administration autonome et ne survit que parce qu'au niveau international il est le seul acteur reconnu apte à exercer la souveraineté). Or, l'écart qui subsiste entre « la vocation originelle » (p. 12) du projet, c'est-à-dire l'émancipation universelle (lire: la prééminence absolue du Parti à l'échelle mondiale) et la réalité de l'existence du socialisme dans un espace géographique restreint est ce qui explique la logique de puissance et d'expansion du système.

Le système trouvant sa dynamique dans le projet communiste, on comprend l'erreur qui consiste à en faire un instrument de l'URSS où le dit projet a d'abord trouvé à s'incarner. À la limite l'URSS, loin de subordonner le système à ses intérêts étatiques, ne constitue qu'une pièce de celui-ci. Pièce centrale il est vrai dans la mesure où l'URSS constitue le modèle de référence toutes les parties du système, le centre de validation et de légitimation de ses variantes et le lieu de conception de ses trois compartiments. On peut dire que l'URSS continue de diriger le système (p. 43) mais en fonction des intérêts d'ensemble de celui-ci. La prééminence de l'URSS s'impose dans la mesure où « la logique partisane interne peut encore [...] être contaminée par la logique étatique externe » (p. 60). Autrement dit: il peut y avoir réticence des compartiments du s.c.m. à lui subordonner leur intérêts nationaux ou étatiques.

Les partis communistes d'Europe occidentale sont les principales pièces du système auxquelles Kriegel s'attache dans la deuxième partie. Compartiments primordiaux à l'époque où l'Europe de l'Ouest était le lieu où semblait

devoir se décider le sort du monde, les partis communistes voient leur rôle se modifier un peu à mesure que le Tiers-monde devient le lieu privilégié d'affrontement des deux Grands. Toutefois, le clivage Est-Ouest demeurant « toujours celui qui a, du point de vue communiste, le plus haut degré de signification » (p. 164), les partis communistes restent « irremplaçables », en particulier pour mener à l'Ouest la « lutte pour la paix » (*Ibid.*). On ne doit se faire aucune illusion à propos des partis communistes occidentaux (y compris les eurocommunistes qui n'ont pas manifesté de velléité réelle de sortir du s.c.m.) dont on peut dire qu'ils ne se soumettent à la logique démocratique de leur pays « que pour autant qu'elle est compatible avec la logique du système communiste planétaire [...] » (p. 152).

Les mouvements pour la paix constituent, est-il expliqué dans la troisième et dernière partie, le compartiment peut-être le plus « prometteur » du s.c.m.. Le communisme a toujours accordé une grande importance à la question de la lutte pour la paix. Celle-ci a signifié en fait la lutte pour défendre l'URSS et le bloc socialiste afin de leur permettre, suite à une phase d'expansion, de se consolider. Le thème revient aujourd'hui en force dans le discours du s.c.m. dans la mesure où on sent le besoin de consolider les acquis réalisés dans le Tiers-monde durant la décennie '70. Certes, le s.c.m. ne crée pas le mouvement pour la paix : il lui suffit de le contrôler. Car comme l'a montré l'exemple de la guerre du Vietnam (perdue parce que la « volonté américaine » a été « systématiquement corrodée de l'intérieur » (p. 224)), le mouvement pour la paix, qu'il l'ignore ou non, constitue une arme dans les mains du s.c.m..

Le lecteur ne peut d'abord qu'être frappé par le caractère décousu de l'ouvrage. Les chapitres sont en fait des reproductions d'articles ou de communications rédigés par l'auteur entre 1976 et 1982. Si la plupart sont pertinents par rapport à l'idée fondamentale que développe Annie Kriegel, on se demande franchement ce que viennent faire les chapitres 6 (sur l'eurogauche, dans lequel il n'y a que quelques mots sur l'eurocommunisme) et

7 (sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dont on ne sait trop s'il faut comprendre qu'il est devenu une arme du s.c.m.). De même, le chapitre 3 sur la Pologne est composé d'articles rédigés pour *Le Figaro* en 1980-81 et n'apportent rien de très intéressant par rapport aux publications parues après décembre 1981.

Outre ces remarques, ce qu'il faut surtout reprocher à cet ouvrage, c'est de reposer sur une vision manichéenne du monde (le Bien, c'est l'Occident, le Mal, c'est le communisme) qui amène l'auteur à présenter comme des évidences ce qui reste pourtant discutable. Annie Kriegel veut développer un « nouveau paradigme » : c'est donc dire qu'elle ressent le besoin de fonder une nouvelle approche de problèmes apparaissant insolubles dans le cadre des analyses dominantes. Le problème principal devenu insoluble semble être pour Kriegel celui généralement désigné comme l'« expansionnisme soviétique ». Or le fait est que le problème sera posé par Kriegel dans des termes tels qu'elle ne pourra faire autrement que de poser le nouveau paradigme du s.c.m. pour en rendre compte. En effet, pour elle, le communisme mondial contrôle ni plus ni moins que le Mouvement des non-alignés, le terrorisme mondial, les mouvements pour la paix, les mouvements de libération nationale (y compris, semble-t-il, bien que ce ne soit pas explicite, certains des mouvements néonationalistes des pays occidentaux des années '60 et '70) et même les groupes d'extrême-gauche, « anarchistes, maoïstes, trotskystes » (p. 235). Même en ce qui concerne le mouvement pour la paix, auquel l'auteur consacre pourtant deux chapitres, la démonstration repose sur une série de déductions plus que discutables : ainsi, les États-Unis faisaient la guerre au Vietnam, le communisme appuyait le Vietnam, les étudiants se sont opposés aux États-Unis, dont ils étaient manipulés par le communisme... Si vraiment le communisme mondial est si omniprésent on comprend qu'on aboutisse à l'idée du s.c.m..

Il y a plus : la notion de s.c.m. rend certains phénomènes à peu près incompréhensibles. Comment expliquer les conflits entre Partis-États socialistes ? Kriegel explique que

le conflit sino-soviétique a éclaté parce que Khrouchtchev a voulu ramener l'URSS à l'Empire russe et cesser de lui faire jouer son rôle de pivot du s.c.m.. La Chine, en réaction, est sortie du système (p. 91). Si on acceptait la logique de Kriegel, il faudrait se demander pourquoi dans le conflit l'immense majorité des partis communistes a appuyé l'URSS – en train pourtant, faut-il comprendre, d'abandonner le s.c.m.? Toujours est-il que Brejnev chasse Khrouchtchev et rétablit l'URSS dans son rôle de pivot. Logiquement, si Kriegel a raison dans son interprétation, la Chine doit revenir au sein du s.c.m.. Elle ne le fait pas et si on en reste à la notion de s.c.m. il nous apparaît à peu près impossible de comprendre pourquoi.

Certes, la politique internationale des Partis-États socialistes pose des problèmes spécifiques et appelle, par le fait même, des concepts spécifiques. Mais la notion de s.c.m. d'Annie Kriegel ne nous semble rien apporter de particulièrement intéressant à ce niveau.

Gilles LABELLE

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

MERLE, Marcel. *La politique étrangère*. Paris Presses universitaires de France, 1984, 218 p.

Dans cet ouvrage consacré à l'évolution de la politique étrangère (intervenants et processus) M. Merle décrit avec réalisme et peut-être avec nostalgie les facteurs de crise qui affectent désormais cette activité. Depuis la fin de la guerre, la politique étrangère connaît, selon M. Merle, une crise profonde. Les transformations qu'elle ne cesse de subir trouvent leur explication aussi bien dans la multiplication des activités internationales que dans l'augmentation exponentielle des intervenants.

Le changement des formes et contenus de la politique étrangère, de même que la perte du monopole que détenaient ses anciens artisans constituent l'objet privilégié des investigations de l'auteur. Pour décrire la situation de crise dans ce champ, M. Merle discute de quatre thèmes principaux qui sont: Les tradi-

tions et changements, l'élaboration, la mise en oeuvre et enfin le rapport entre la politique interne et la politique externe.

Sur le dernier thème l'auteur amène une discussion brève mais intéressante sur la théorie de l'interaction en mettant l'accent sur les travaux de J.N. Rosenau dans ce domaine. Merle déplore l'absence de modèles théoriques appropriés pour intégrer les études empiriques et propose, en retour, un nouveau schéma sur la configuration des rapports entre l'interne et l'externe (p. 169). Ce schéma, exposé avec beaucoup de clarté laisse tout de même l'impression du déjà vu. Mais c'est peut-être faire un faux procès à son auteur. Car l'ambition de M. Merle est bien d'illustrer la désagrégation de la politique étrangère et non la théorisation de ce phénomène relativement nouveau.

À elle seule l'illustration de la crise de cette politique constitue un enseignement précieux. Merle expose, à travers des exemples fortement documentés, les facteurs de crise en examinant le rôle des intervenants dans les phases de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique étrangère en France et ailleurs.

La crise que les États, grands et petits, connaissent dans ce domaine réside d'après M. Merle, dans le fait que les « affaires du dedans » et les « affaires du dehors » sont de plus en plus subordonnées les unes aux autres. À partir de cette affirmation qui a valeur de postulat, l'auteur procède à l'examen du partage des compétences entre les divers acteurs internes, et aux questions relatives à la coordination de leurs actions sur la scène internationale. La souveraineté de l'État et même l'identité de la nation peuvent souffrir d'une mauvaise organisation dans ces domaines. L'ouvrage est jalonné d'exemples historiques bien documentés où cette coordination a fait défaut. On le voit clairement dans le cas de la décolonisation de l'Algérie et dans celui de la fin de la guerre du Vietnam.

À travers ces deux exemples, M. Merle présente le chevauchement de compétence et d'influence entre le Quai d'Orsay, la présidence, les partis politiques et les groupes de pression. La débâcle américaine en Indochine